

Alors que la crise économique aggrave les difficultés sociales, rendant encore plus indispensable de disposer de services publics de qualité, le ministère de l'Éducation Nationale - qui affirme vouloir résoudre la question de l'échec scolaire - prépare la rentrée 2012 sur fond de nouvelles restrictions budgétaires : depuis 2007, quelques 28 000 emplois ont été supprimés dans le second degré ET 5 500 vont à nouveau être supprimés, conséquence de la politique dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite voir (2 sur 3 en EPS) alors que les effectifs remontent pour la troisième année consécutive (+ 61 000 en 2012).

Dans notre établissement cela se traduit par une **perte de 71 heures** qui nous ramène à un H/E de 1,23 soit un établissement qui n'a rien à voir avec un établissement RRS, alors que les difficultés n'ont jamais été aussi criantes ... en particulier ...

- des effectifs à 29 en classe de quatrième (réputé le niveau le + difficile)
- **la suppression déjà effectuée des groupes en sciences** qui rend ingérable les travaux pratiques en particulier face aux nombreuses incivilités des élèves.
- l'horaire non respecté en langues anciennes.
- **La suppression du PDMF** en classe de cinquième et quatrième qui est pourtant mis en avant au sein de l'établissement (sans compter la disparition des conseillers d'orientation)
- Des groupes de langues à 24 élèves qui sont incompatibles avec l'apprentissage par compétences

Nous souhaitons que notre établissement puisse s'inscrire concrètement dans l'ambitieuse mission humaniste et républicaine d'assurer la réussite de tous les élèves.

Les élèves ont changé. Les exigences sociales évoluent. Le service public d'éducation doit continuer à assurer à tous les jeunes des conditions d'études satisfaisantes, permettant à tous et à chacun d'entre eux réussir à l'école.

C'est pourquoi nous nous opposons à l'imposition massive d'heures supplémentaires et à la multiplication des services d'enseignants partagés entre 2 ou plusieurs établissements.

Il faut des postes complets afin d'assurer stabilité, disponibilité et efficacité des professeurs, que rendent impossibles les horaires alourdis, la surcharge de travail et le stress.

Nous refusons cette DHG et sa répartition

D'autre part, nous demandons à ce que notre établissement intègre de nouveau le RRS en ZEP avec un cadre d'heure convenant à sa véritable spécificité et permettant un enseignement satisfaisant pour tous les élèves .

L'équipe enseignante du collège de Gaillon